

## Coopérations économiques et tentatives de régulation

---

### Introduction :

Le fonctionnement de la mondialisation s'accompagne de règles et de coopérations multiples qui sont établies par des organisations internationales. Celles-ci agissent essentiellement dans les domaines économiques et financiers. Les organisations régionales sont des associations de pays voisins qui s'accordent pour agir ensemble sur des projets (développement d'infrastructures, etc.) ou des domaines précis (libre circulation des marchandises, etc.). Sous l'effet de la mondialisation, instances internationales de régulation et organisations régionales sont très actives. Elles interviennent pour maintenir son bon fonctionnement, éviter ses effets négatifs, agir en cas de crise, accroître le développement... Dans cette perspective, il est possible de s'interroger sur les effets des différents types de régulation et de coopération. Nous verrons dans un premier temps le rôle des instances internationales dans la régulation de la mondialisation avant de nous attarder, dans un deuxième temps, sur les résultats obtenus par les organisations régionales.

1

### Les organisations internationales cherchent à réguler la mondialisation

Les principales organisations internationales dans les domaines économiques et financiers sont le FMI, la Banque mondiale et l'OMC mais d'autres acteurs interviennent également. Ces instances internationales tentent d'établir des règles à l'échelle mondiale avec des résultats mitigés.



#### a. Les organisations internationales

La régulation du commerce mondial est assurée par l'**OMC** (Organisation mondiale du commerce) depuis 1994. 164 pays y participent. Le siège de

L'OMC est basé à Genève.



L'une des principales missions de l'OMC est de favoriser le libre-échange entre les pays membres.

Dans cette perspective, elle gère les accords négociés et approuvés par les États. Elle accueille aussi des plaintes en cas de non-respect des règles.

Le **FMI** (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale sont des organisations internationales dépendantes de l'ONU ; elles comptent 189 États. Leur siège se situe à Washington. Initialement chargées d'aider l'Europe et le Japon dans leur reconstruction après 1945, leur rôle a évolué.



Les actions menées par la Banque mondiale bénéficient aujourd'hui avant tout aux PED et aux PMA.

Elle accorde des prêts à des taux d'intérêt raisonnables pour aider au développement de ces pays.



Le FMI est créé en 1944. Il a pour mission de promouvoir la coopération monétaire internationale, de faciliter les échanges internationaux, de gérer les crises monétaires, notamment en prêtant de l'argent aux États.

Entre 2011 et 2019, il est dirigé par Christine Lagarde. Pour ses missions, il dispose notamment des ressources (650 milliards de dollars en 2019) fournies par les subventions des États membres.  
L'ensemble de ces instances travaille selon le principe du multilatéralisme.



**Multilatéralisme :**

Le multilatéralisme consiste à prendre des décisions en concertation avec les autres pays.

Avec moins de participants, l'**OCDE** (1961) et le groupe des pays les plus développés (du G7 au G20) sont aussi des instances qui participent à la régulation mondiale des différentes formes de coopération économique.

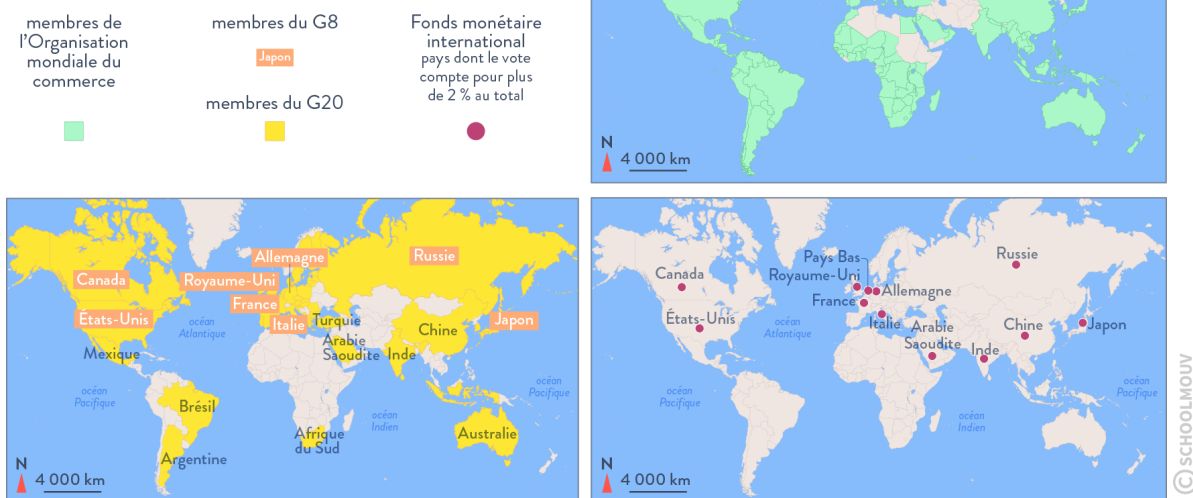
- 1 L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) compte 36 pays membres parmi les plus développés de la planète. L'OCDE dont le siège se situe à Paris publie régulièrement des études et des statistiques qui visent à améliorer la coopération économique entre les pays membres.
- 2 Le G7 est un groupe composé des sept pays (Allemagne, États-Unis, France, Italie, Royaume-Uni, Canada, Japon) les plus industrialisés dont les dirigeants se rencontrent chaque année depuis 1975. Depuis 1998, la Russie a rejoint ce groupe, formant ainsi le G8.
- 3 Le G20 est le groupe des vingt pays les plus industrialisés de la planète dont les dirigeants se réunissent tous les ans depuis 1999.



 À retenir

L'OCDE et le G20 sont des lieux de discussion et non de décisions, à la différence de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale.

### Les organisations internationales tentent de réguler la mondialisation



Face à cette suprématie des pays les plus développés, les PED, les BRICS et les PMA réagissent. Ils s'organisent à leur tour pour davantage peser sur la scène internationale et mieux s'intégrer dans la mondialisation. Ainsi, le groupe des BRICS (Brésil, Inde, Chine, Russie et Afrique du Sud) a tenu son 11<sup>e</sup> sommet annuel à Brasilia, capitale du Brésil, en novembre 2019. D'une même voix, ces pays ont réaffirmé l'importance du libre-échange comme vecteur d'intégration dans la mondialisation.



De plus, depuis 2003, certains PED ont formé le « Groupe des 90 », qui rassemble les pays les plus pauvres membres de l'OMC désireux de faire entendre leurs voix et de peser sur les décisions prises.

Enfin, deux banques mondiales parallèles ont été créées face au refus des pays développés, notamment les États-Unis, de réformer le FMI et d'en partager le pouvoir. Il existe donc désormais une « New development Bank Brics » (nouvelle banque de développement des BRICS, 2015) et surtout une Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII).

Ces instances internationales parviennent-elles à réguler le commerce, à maintenir un équilibre monétaire, financier, bref, à réduire les inégalités creusées par la mondialisation ?

## Des résultats controversés

Les résultats de cette régulation mondiale sont tangibles. Manifestement, dans le cadre de l'OMC, les règles commerciales ont permis la croissance des échanges en volume et en dollars. De plus, les prêts accordés par le FMI et la Banque mondiale ont évité la faillite de certains États et ont aidé au développement d'autres. Le Ghana a fini de rembourser un prêt contracté auprès du FMI en 2015 et semble sur la voie de la croissance économique.



*« Au cours des 25 dernières années, l'OMC a contribué à transformer les relations économiques internationales.*

*Des règles contraignantes pour le commerce mondial des biens et des services ont favorisé une croissance spectaculaire de l'activité commerciale transfrontières. Depuis 1995, la valeur en dollars du commerce mondial a presque quadruplé, tandis que son volume réel a été multiplié par 2,7, soit beaucoup plus que la croissance du PIB mondial, qui a doublé au cours de cette période.*

*Les droits de douane moyens ont presque diminué de moitié, tombant de 10,5 % à 6,4 %. Pour les dizaines d'économies qui ont rejoint l'OMC depuis sa création, l'accession s'est traduite par des réformes de grande envergure et des engagements d'ouverture des marchés qui, selon les économistes, ont été associés à une augmentation durable du revenu national. »*

Les 25 ans de l'OMC, message du Directeur général Roberto Azevêdo

Les signes positifs notés ici sont la croissance des échanges, la diminution des droits de douane, l'ouverture des marchés et l'augmentation des revenus pour les pays.





Cependant, ces instances internationales font aussi l'objet de nombreuses critiques.

L'OMC est accusée de mettre trop de temps avant de juger une plainte dont elle fait l'objet. Elle n'a pas le pouvoir de sanctionner un État. Elle émet simplement un avis qui permet ensuite à un pays de prendre lui-même des sanctions envers un autre État. De plus, pour les PED, l'OMC ne lutte pas efficacement contre les subventions des États qui faussent les règles de la concurrence internationale. C'est par exemple le cas aux États-Unis et dans l'Union européenne qui, dans le cadre de sa Politique agricole commune (PAC), subventionne massivement ses agriculteurs, leur permettant ainsi d'être plus compétitifs sur les marchés internationaux.

Quant à la Banque mondiale et au FMI, on leur a souvent reproché au début des années 2000 de prêter de l'argent aux pays les moins développés en imposant en retour de profondes réformes économiques et sociales qui contribuaient à fragiliser les populations concernées.



### Exemple

Les paroles du président malien, Amani Toulani Touré, sont rapportées par E. Orsenna lors de son enquête mondiale sur le coton en 2006 :

*« On nous accable pour notre déficit. Mais personne n'aborde les causes de ce déficit. Sans les subventions qu'ils reçoivent de leur État, les agriculteurs américains produiraient un coton plus cher que le nôtre. Depuis l'indépendance, nous avons multiplié par vingt notre production. Depuis quarante ans, jour après jour, nous avons lutté pour nous améliorer. Nous avons joué à fond le jeu de la concurrence. Sans la moindre chance de gagner, puisque le joueur le plus puissant triche. Et contre la guerre des monnaies entre l'Europe et les États-Unis, que pouvons-nous ? Par notre appartenance à la zone franc, nous sommes pieds et poings liés à l'euro. Dès qu'il monte, notre coton vaut moins cher, puisqu'il est acheté en dollars. Vous trouvez ça normal ? Un pays parmi les plus pauvres accrochés à la monnaie la plus haute ? Plus elle grime, plus nous tombons. Et personne ne proteste. Et surtout pas la Banque mondiale. »*

E. Orsenna, *Voyage aux pays du coton, petit précis de la mondialisation*, Fayard, Paris, 2006

L'OMC est critiquée, ainsi que la Banque mondiale. Le président malien insiste sur l'absence de soutien de ces deux organisations vis-à-vis de son pays.

Enfin, les pays membres de la Banque mondiale et du FMI ont un pouvoir décisionnel qui varie en fonction de leurs investissements dans l'organisation. Plus leur contribution financière est forte, plus ils ont de poids dans les prises de décision. Les douze premiers pays contributeurs au budget du FMI pèsent pour 58,5 % des voix lors des votes. Il reste donc 41,5 % des voix pour 177 pays ! À l'ONU par exemple, chaque pays quel qu'il soit compte pour une voix lors des votes.

La régulation de la mondialisation par ces instances internationales doit composer avec de nombreuses organisations régionales qui visent à mieux intégrer les territoires concernés dans la mondialisation.

## 2

### La coopération régionale, vecteur d'intégration dans la mondialisation

Les organisations régionales sont des associations de plusieurs pays voisins. La plus connue est l'Union européenne. Toutes favorisent le libre-échange.



#### Définition

#### **Libre-échange :**

Politique économique qui préconise la suppression des barrières douanières ainsi que la libre circulation des biens et des services.

La mondialisation entraîne une forte concurrence entre les territoires. Pour pouvoir davantage peser à l'échelle mondiale, la plupart des pays ont signé des accords de coopération économiques visant à développer entre eux les échanges de biens et de services.

a.

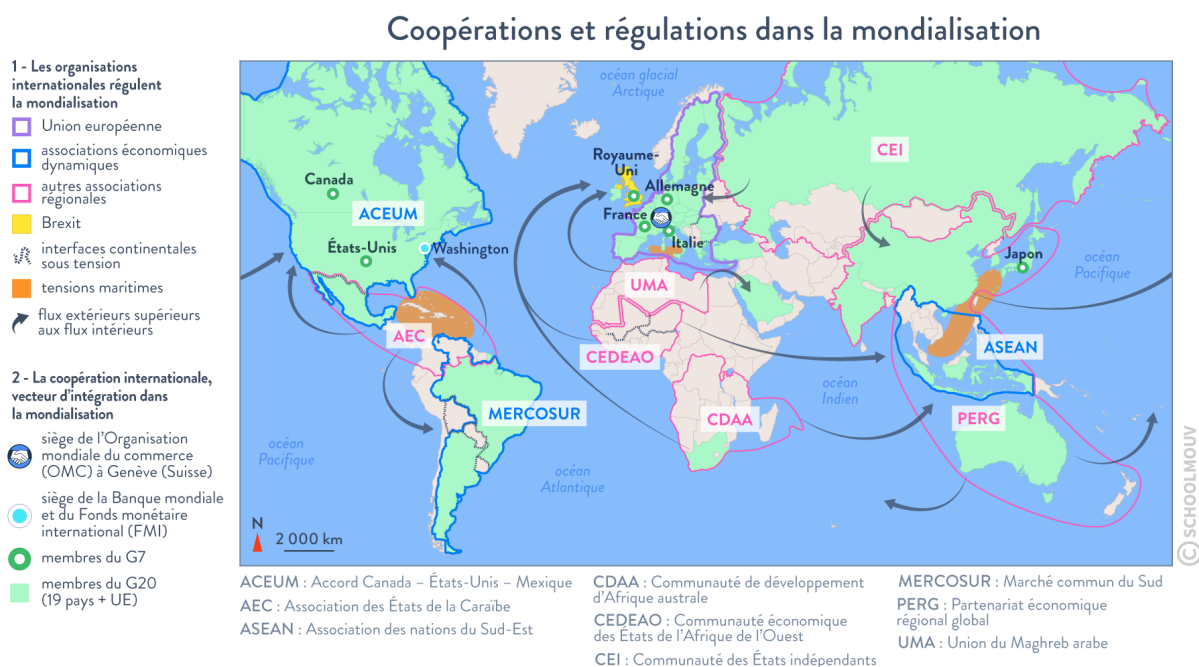
De nombreuses organisations régionales

Depuis sa création dans les années 1950, l'Union européenne s'est élargie à 27 membres en 2020. L'objectif premier était de créer un marché

commun entre les pays membres de façon à favoriser la paix en Europe, quelques années à peine après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les autres organisations régionales les plus connues sont l'**ACEUM (ex-ALENA)**, le **Mercosur** et l'**ASEAN**.

- 1 L'ACEUM regroupe depuis 1994 les États-Unis, le Canada et le Mexique.
- 2 Le Mercosur (1991), en Amérique latine, associe le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay.
- 3 L'ASEAN (Association of South East Asian Nations) a été créée en 1967 avec 10 pays d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Cambodge, Laos et Birmanie).

La coopération repose avant tout sur le libre-échange. C'est l'occasion pour beaucoup d'entreprises des pays concernés de pouvoir se développer en dehors des frontières de leur pays. Les échanges commerciaux dans les zones concernées s'intensifient également avec la libre circulation des biens et des marchandises.



La création et le développement de ces associations régionales de coopération a permis :

- l'adhésion de nouveaux pays ;



- l'élargissement des domaines mis en commun ;
- une meilleure intégration dans la mondialisation.

En ce qui concerne l'adhésion de nouveaux membres, l'ASEAN a intégré la Chine, la Corée du Sud et le Japon (ASEAN+3) puis l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde (ASEAN+6).

Parmi les organisations régionales les plus récentes figurent en Amérique latine l'UNASUR (l'Union des Nations Sud-américaines) fondée en 2008 et la CELAC (la Communauté d'États d'Amérique latine et des Caraïbes) créée en 2010. L'UNASUR est l'illustration de la deuxième conséquence mentionnée ci-dessus, à savoir l'élargissement des domaines mis en commun. En effet, l'UNASUR réunit le Mercosur et une autre organisation régionale d'Amérique latine, la Communauté andine des nations (CAN). Son objectif, inspiré par l'Union européenne, est d'aller au-delà d'une coopération économique. Il est question, comme pour la CELAC de faire des projets communs en ce qui concerne les infrastructures, la défense, la sécurité, la monnaie, la citoyenneté, l'environnement.

Enfin, des accords commerciaux sont parfois signés entre ces organisations régionales pour développer et fluidifier les échanges de biens et de services entre elles comme c'est le cas à propos de l'accord signé par l'UE et le Mercosur en 2016.



*« L'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay) vise à faciliter les échanges entre les deux blocs. Il prévoit l'élimination, d'ici à dix ans, de la quasi-totalité des droits de douane appliqués aujourd'hui sur les exportations d'un continent vers l'autre. En matière d'agriculture, l'UE a accepté un quota annuel d'importation de 99 000 tonnes de viande bovine sud-américaine. En retour, elle a obtenu un meilleur accès de ses entreprises aux marchés publics des pays du Mercosur et une protection de ses indications géographiques protégées. »*

Extrait de l'article « Comprendre le revirement d'Emmanuel Macron sur l'accord UE-Mercosur » écrit par Maxime Vaudano, publié le 26 août 2019 dans *Les Décodeurs*

Emmanuel Macron a retiré son soutien à cet accord en 2019 lors des incendies qui ont ravagé l'Amazonie et valu des critiques au gouvernement brésilien pour son inaction.

## **b.** Un bilan mitigé

Les organisations régionales, **acteurs majeurs du commerce mondial**, ont permis la plupart du temps d'accélérer l'intégration des territoires concernés dans la mondialisation. L'Union européenne est le premier pôle commercial du monde devant les États-Unis et la Chine. L'ACEUM (ex-ALENA) représente 20 % des échanges mondiaux. La croissance économique bénéficie à l'ensemble des pays appartenant à l'organisation. Ces accords permettent aussi de **réduire les inégalités entre pays membres**. Dans l'Union européenne, par exemple, des budgets spécifiques sont accordés aux régions en retard par l'intermédiaire d'une politique de cohésion (voir le cours *L'Union européenne : entre inégalités territoriales et concurrence mondiale*).

Les politiques d'intégration régionales de l'Union européenne ne conviennent cependant pas à tous ses membres. Les crises que l'UE rencontre depuis quelques années (crises financières, crises des réfugiés, etc.) et ses difficultés de cohésion ont fait prendre à l'euroscepticisme de plus en plus d'ampleur. Cela s'est traduit notamment par la crise du Brexit, et la sortie du Royaume-Uni de l'UE le 31 janvier 2020.

On peut également parler du CETA (*Comprehensive Economic and Trade Agreement* ou Accord économique et commercial global), un accord commercial de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada entré en vigueur le 21 septembre 2017. Le CETA soulève l'inquiétude de nombreux consommateurs et agriculteurs européens qui craignent la concurrence canadienne, mais aussi la différence des normes sanitaires entre le pays et l'UE. La question de l'augmentation de l'impact carbone qui pourrait faire suite à l'augmentation des échanges fait également partie des préoccupations. De nombreuses manifestations ont eu lieu, montrant ainsi des divergences dans l'opinion publique européenne.

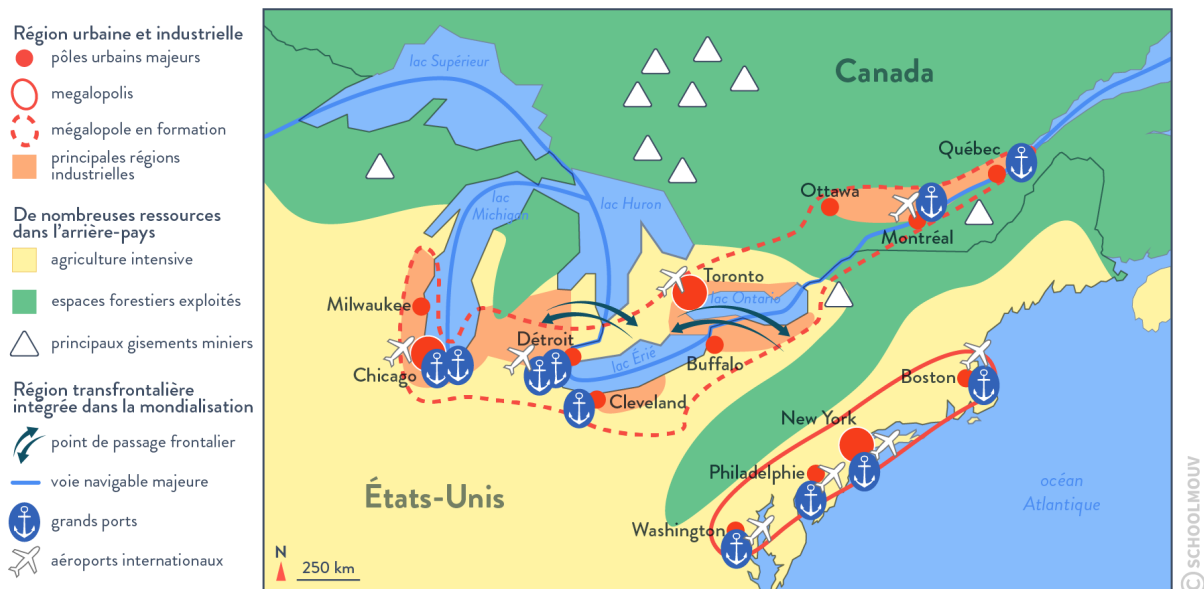
Les **régions transfrontalières** sont particulièrement favorisées par ces associations régionales.

## Régions transfrontalières :

Régions appartenant à des États différents au sein desquelles il existe de nombreux échanges malgré la présence d'une frontière. En Europe, certains États tentent de développer les régions transfrontalières, on les appelle les eurorégions.

La frontière entre le Canada et les États-Unis est un bon exemple de ces résultats positifs. De Chicago à la ville de Québec, une mégapole est en formation avec, en plus des deux précédentes, les villes de Détroit, Toronto, Ottawa et Montréal. L'activité économique est intense de part et d'autre de la région des Grands Lacs avec de vastes régions industrielles, des ports et aéroports internationaux et un trafic intense comme sur l'Ambassador bridge qui relie Détroit (États-Unis) à Windsor (Canada).

### De Québec à Chicago, la « Grande rue » (Main Street) américaine



## À retenir

Toutefois, ces organisations régionales sont parfois déséquilibrées en leur sein par des pays plus puissants qui cherchent parfois à imposer leurs propres politiques aux autres membres.

Le constat le plus fréquent est qu'un ou deux pays dominant souvent l'association au détriment des autres. Ainsi, dans leurs organisations régionales respectives, le Brésil, les États-Unis, la Chine, la France et l'Allemagne ont donc tendance à imposer leurs vues au sein de ces organisations régionales. Le déséquilibre est manifeste au sein de l'ACEUM. Dans le cadre des échanges entre les États-Unis et le Mexique, des villes-jumelles et des maquiladoras s'étaient développées le long de la frontière entre les deux pays.

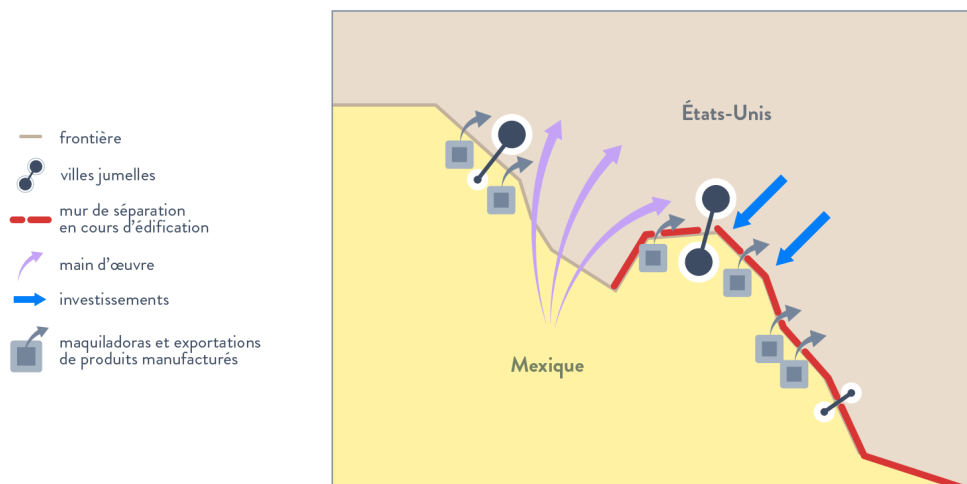


## Définition

### Maquiladoras :

Les maquiladoras sont des usines de montage côté mexicain car la main d'œuvre y est moins chère. Beaucoup d'entreprises États-Uniennes faisaient fabriquer au Mexique avant de vendre aux États-Unis avec plus de bénéfices.

### Le fonctionnement de la frontière États-Unis-Mexique



© SCHOOLMOUV

Donald Trump a imposé une renégociation de l'ALENA en 2017 pour relocaliser les emplois industriels aux États-Unis. Le président avait déclaré que les États-Unis quitteraient l'ALENA en cas de refus des autres pays.



## À retenir

Enfin, certaines de ces associations régionales ont un succès très éphémère ou peu d'effet.

L'UNASUR (2008) a notamment connu un démarrage réussi avec 12 pays participants au moment de l'émergence de l'économie brésilienne. Or, très vite, l'UNASUR a connu une période de repli. Les États n'ont pas tous contribué financièrement. Les projets prévus n'ont donc pas abouti. Finalement, sept pays se sont très vite retirés de l'accord, le dernier en date étant l'Équateur en 2019. Certains observateurs annoncent déjà la fin de l'UNASUR.

Prenons un autre exemple, celui de la CARICOM, association qui réunit 15 pays de la zone Caraïbe. Haïti, par son manque de développement, ne parvient pas à produire suffisamment de biens à échanger ce qui l'empêche de profiter des retombées économiques.

Conclusion :

La régulation pose donc un cadre international dans les échanges, la finance, la monnaie. La coopération régionale favorise l'intégration des pays concernés dans la mondialisation. Elle contribue, dans la plupart des pays, à réduire les inégalités de développement entre les pays membres. Toutefois, les associations de coopérations régionales suscitent aujourd'hui des résistances voire de franches oppositions dans les opinions publiques comme l'a montré récemment la sortie du Royaume-Uni de l'UE.